

# Portrait économique des activités métropolitaines supérieures de Bordeaux Métropole

## 1/5<sup>e</sup> des emplois de Bordeaux Métropole

En 2011, les activités métropolitaines supérieures (AMS) emploient au sein de Bordeaux Métropole près de 69 000 personnes.

### Près d'un emploi sur cinq relève des AMS

Elles représentent 18 % de l'emploi total de Bordeaux Métropole, une part supérieure à celle observée en Gironde (14 %) et en Aquitaine (11 %). Dans l'ensemble formé par les très grandes aires urbaines (TGAU) de France de province, cette proportion est de 17 %. Le statut de métropole de la capitale régionale explique la concentration de ces activités. Bordeaux Métropole regroupe ainsi 87 % des emplois des AMS de l'aire urbaine de Bordeaux, et presque un emploi sur deux (47 %) en Aquitaine.

Le poids économique est encore plus important dans l'industrie, où plus d'un emploi sur trois (34 %) relève du high-tech industriel (HTI). Cette proportion significative est due à l'implantation dans les communes de Bordeaux Métropole de quelques gros établissements employeurs dans les secteurs de la construction aéronautique et spatiale, de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, de l'industrie pharmaceutique, de

la fabrication d'équipements électriques et aussi de l'industrie chimique.

### Des activités dynamiques

Les AMS font preuve de dynamisme : entre 2006 et 2011, leur nombre d'emplois dans la métropole bordelaise progresse de 7 %, soit 4 700 emplois supplémentaires (figure 4). Dans le même temps, l'emploi total de Bordeaux Métropole n'augmente que de 5 %. Le secteur affermit son poids dans l'économie métropolitaine, gagnant un demi-point en cinq ans. Dans les territoires englobant la métropole bordelaise, l'emploi des AMS est aussi à la hausse, et de manière encore plus nette : + 20 %, soit + 1 700 emplois dans l'aire urbaine de Bordeaux hors Bordeaux Métropole, + 8 % en Gironde, + 9 % en Aquitaine.

Cette évolution favorable est inégalement répartie dans les segments. Les activités de high-tech services (HTS), portées par la programmation et le conseil informatiques, connaissent un essor notable avec 2 600 emplois nets créés sur la période. Dans les services aux entreprises à forte intensité en connaissance (Sefic), soutenus par les

#### 4 En cinq ans, les activités métropolitaines supérieures de Bordeaux Métropole gagnent 4 700 emplois

Évolution de l'emploi total dans les activités métropolitaines supérieures entre 2006 et 2011, par segment et territoire

Territoire	High-tech industriel		High-tech services		Services aux entreprises à forte intensité en connaissance		Services financiers		Ensemble des activités métropolitaines supérieures	
	Taux d'évol. (%)	Solde d'emploi	Taux d'évol. (%)	Solde d'emploi	Taux d'évol. (%)	Solde d'emploi	Taux d'évol. (%)	Solde d'emploi	Taux d'évol. (%)	Solde d'emploi
Bordeaux Métropole	- 16,5	- 2 000	26,6	2 600	11,4	2 800	7,3	1 300	7,3	4 700
Aire urbaine de Bordeaux hors Bordeaux Métropole	- 15,4	- 300	28,2	500	32,0	1 000	29,9	500	20,2	1 700
Aire urbaine de Bordeaux	- 16,3	- 2 300	26,8	3 100	13,6	3 800	9,3	1 800	8,8	6 400
13 très grandes aires urbaines* de province	- 9,9	- 18 100	23,0	36 100	14,0	46 500	8,2	15 600	9,3	80 100
Gironde	- 15,4	- 2 300	25,4	3 200	12,8	3 900	8,8	1 900	8,3	6 700
Aquitaine	- 6,7	- 1 900	23,6	4 300	13,6	7 100	8,3	3 000	9,2	12 500
France de province	- 14,0	- 75 500	21,9	56 600	11,6	93 400	4,8	25 300	4,7	99 800

\* Très grandes aires urbaines de province : Lyon, Marseille - Aix-en-Provence, Toulouse, Lille (partie française), Bordeaux, Nantes, Nice, Strasbourg (partie française), Rennes, Grenoble, Rouen, Montpellier, Toulon

Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2011, exploitations complémentaires

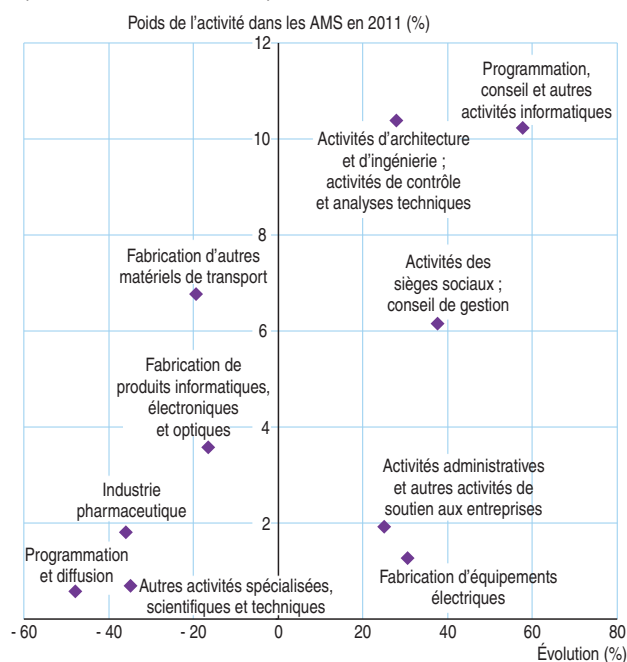
activités d'architecture et d'ingénierie, les activités des sièges sociaux et le conseil de gestion, l'accroissement est de 2 800 emplois. Parallèlement, le déclin des activités industrielles, observé dans Bordeaux Métropole comme sur tout le territoire français, ralentit la progression générale du secteur. En solde et sur la période, 2 000 emplois industriels du HTI ont disparu - davantage que dans toute l'Aquitaine - et en proportion, ces emplois décroissent plus vite que les emplois industriels de la métropole bordelaise toutes activités confondues.

Au sein même des quatre segments, les évolutions sont hétérogènes selon les activités (figure 5). Dans le HTI, les pertes d'emploi les plus conséquentes concernent l'industrie pharmaceutique et l'aéronautique. À l'inverse, la fabrication d'équipements électriques crée des emplois. Dans le high-tech services (HTS), outre l'essor très important des activités informatiques, les services d'information créent suffisamment d'emplois pour compenser les pertes subies dans l'édition de logiciels et la recherche-développement scientifique. C'est au sein des Sefic que les évolutions sont les plus disparates. La programmation et diffusion, les activités scientifiques et techniques et les télécommunications enregistrent un repli de l'emploi. À l'inverse, les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle et celles des sièges sociaux et de conseil de gestion, qui forment une part importante des AMS, progressent nettement en cinq ans. Enfin, les services financiers, au cœur de l'économie de la connaissance, accroissent leur emploi dans la même proportion que les AMS dans leur ensemble, et toutes les activités y contribuent.

Comme à l'échelon national, la part des non-salariés dans les emplois des AMS progresse nettement entre 2006 et

## 5 Boom de l'emploi dans les activités informatiques

Les plus fortes évolutions de l'emploi total des activités métropolitaines supérieures de Bordeaux Métropole entre 2006 et 2011 selon l'activité



Note de lecture : L'activité « Programmation, conseil et autres activités informatiques » se situe en haut à droite sur le graphique ; cela veut dire qu'elle a connu une forte augmentation et que son poids est important dans les AMS. Il s'agit de l'activité pour laquelle le nombre d'emplois a le plus augmenté.

À l'inverse, l'activité « Programmation et diffusion » est en bas à gauche sur le graphique ; cela veut dire qu'elle a connu une forte diminution et que son poids est relativement faible dans les AMS.

Source : Insee, Recensements de la population 2006 et 2011, exploitations complémentaires

2011. Près de 1 200 emplois sont créés, soit une augmentation de 22 %. Les activités des Sefic et du HTS sont les moteurs de cette hausse. Dans le même temps, le salariat ne gagne que 6 %.

# 1/5<sup>e</sup> des établissements de Bordeaux Métropole

Avec 14 800 établissements en 2011, les activités métropolitaines supérieures (AMS) concentrent 21 % de l'appareil productif de Bordeaux Métropole, une part nettement supérieure à celle de la Gironde (+ 6 points), de l'Aquitaine et de la France de province (+ 9 points). De même, ce ratio est supérieur de 3,5 points à celui de l'ensemble des AMS des très grandes aires urbaines (TGAU) de province.

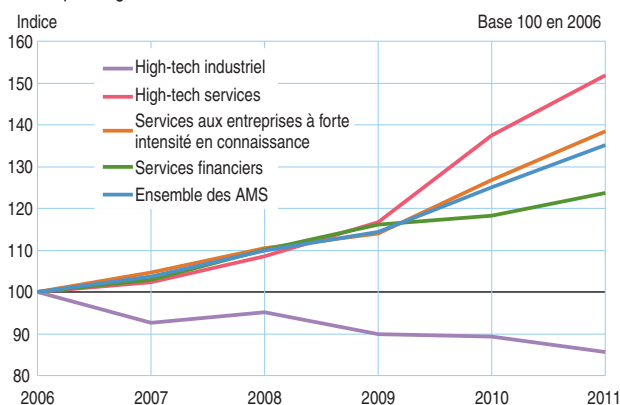
## Un tiers d'établissements en plus dans les AMS

Entre début 2006 et début 2011, le nombre de ces établissements progresse de 35 % (+ 3 020 unités) (figure 6). L'augmentation est bien supérieure à celle des établissements de la métropole bordelaise toutes activités confondues (+ 25 %). La hausse est intégralement due à l'excédent des créations sur les disparitions. Le solde des transferts d'établissements (entrants sur le territoire moins sortants) est très légèrement négatif.

Cette progression globale recouvre d'importantes disparités selon les segments. Les gros établissements du high-tech industriel, en nombre restreint sur le territoire métropolitain, enregistrent une lente érosion sur la période, à peu près comparable à celle des emplois industriels. Pratiquement toutes les branches industrielles perdent des établissements. Pour autant, le secteur ne semble pas avoir souffert de manière brutale de la crise amorcée en 2008. Si les

### 6 Le nombre d'établissements des activités métropolitaines supérieures augmente partout, sauf dans le high-tech industriel

Évolution du nombre d'établissements dans Bordeaux Métropole entre 2006 et 2011 par segment



Champ : Établissements du secteur marchand non agricole  
Source : Insee, REE au 1<sup>er</sup> janvier

disparitions sont plus nombreuses que les créations, la diminution s'explique aussi par les établissements qui ont changé d'activité principale au cours de la période, quittant ainsi le champ de la haute technologie.

Le nombre d'établissements du high-tech services s'accroît fortement surtout à partir de 2009. Les créations dans les activités de programmation et de conseil informatiques sont le principal moteur de cette hausse, suivies à distance par celles de la recherche-développement scientifique.

Les hausses les plus spectaculaires, supérieures à 88 % sur la période, sont toutes le fait des activités des Sefic. Quatre activités tirent les AMS vers le haut : « activités spécialisées scientifiques et techniques, activités liées à l'emploi », « production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale », « réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques », « activités des sièges sociaux ; conseil de gestion ». Dans ces services aux entreprises, l'excédent des créations d'établissement sur les disparitions est supérieur à 2 000 unités.

La hausse est plus modeste dans les services financiers, secteur au sein duquel les activités bancaires progressent davantage que celles relatives à l'assurance. Une particularité est à relever dans ce segment : l'essentiel du déficit lié aux transferts d'établissements dans les AMS lui est imputable. Il s'agit majoritairement de structures exerçant les activités des sociétés holding qui ont quitté le territoire de Bordeaux Métropole, en 2006 pour la plupart, départs qui n'ont été que partiellement compensés par des arrivées.

## Les AMS sont très rémunératrices

Le salaire annuel brut moyen versé par les AMS de Bordeaux Métropole est supérieur de 1 500 euros à celui de l'Aquitaine et de 1 800 euros à celui de la France de province. Il est néanmoins inférieur de 1 000 euros au salaire des AMS des TGAU de France de province.

La masse salariale brute versée s'élève ainsi à 2,5 milliards d'euros (figure 7), soit 24 % des salaires de Bordeaux Métropole en 2011. À titre de comparaison, cette proportion est plus grande d'un demi-point à celle des TGAU. Elle est de 20 % dans les AMS de la Gironde, et de 16 % en Aquitaine et en France de province.

Les services aux entreprises à forte intensité en connaissance représentent plus d'un tiers de la rémunération brute des AMS de Bordeaux Métropole, ce qui les place devant les autres segments. Mais, c'est aussi le segment avec le salaire annuel moyen le plus faible. Les salaires annuels bruts moyens des services financiers se situent en deuxième position des segments. Le high-tech industriel est le troisième segment pour les rémunérations brutes versées en volume, mais le plus rémunérateur avec un salaire brut moyen de 55 500 euros.

### 7 Le high-tech services pèse le moins dans les rémunérations des activités métropolitaines supérieures

Principales caractéristiques de l'appareil productif des activités métropolitaines supérieures de Bordeaux Métropole par segment

	Établissements	Rémunérations brutes		Effectifs en ETP	Salaire annuel brut moyen (euros)
		Millions d'euros	%		
High-tech industriel	170	530,7	20,9	9 565	55 482
High-tech services	1 922	444,6	17,5	11 384	39 056
Services aux entreprises à forte intensité en connaissance	9 760	896,6	35,2	23 275	38 522
Services financiers	2 932	671,4	26,4	14 765	45 473
<b>Ensemble</b>	<b>14 784</b>	<b>2 543,3</b>	<b>100,0</b>	<b>58 989</b>	<b>43 115</b>

ETP : Équivalent temps plein

Source : Insee, Clap 2011